



« Résidence Autonomie 70 logements à ROQUETTES »

PARCELLE AL 131 – rue d'Aquitaine, Bordegrosse 31120 ROQUETTES



RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure avec négociation - Phase sélection candidature

Date limite de réception des offres : MARDI 11 JUIN A 12H00

MAITRE D'OUVRAGE – POUVOIR ADJUDICATEUR

PATRIMOINE SA Languedocienne
5, place de la Pergola CS 77711
31077 TOULOUSE CEDEX 4

MAITRISE D'ŒUVRE

11 BIS STUDIO
11bis route du faubourg du Sers- BP25
31450 MONTGISCARD

BUREAU D'ETUDE

SETES
14 avenue des Tilleuls Quartier Arsenal
65000 TARBES

BUREAU DE CONTROLE & SPS

BTP CONSULTANTS
83 chemin de Ribaute
31400 TOULOUSE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	Objet de l'appel d'offres
ARTICLE 2 :	Conditions de l'appel d'offres
2.1.	Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres
2.2.	Décomposition en tranches, en lots
2.3.	Variantes
2.4.	Délai d'exécution
2.5.	Modification de détail au dossier de consultation
2.6.	Délai de validité des offres
2.7	Mode de règlement du contrat
ARTICLE 3 :	Présentation des offres
3.1	Contenu du Dossier de consultation – Phase candidature
3.2	Mise à disposition du dossier de consultation
3.3	Composition du dossier candidature
3.4	Remise dossier candidature – Condition d'envoi
ARTICLE 4 :	Information Phase 2 – Sélection des offres
ARTICLE 5 :	Renseignements complémentaires
ARTICLE 6 :	Voie de recours
ARTICLE 7 :	Données Personnelles

La présente consultation se déroule en deux phases :

- **Phase 1 : sélection des candidatures**
- Phase 2 : sélection des offres

Seuls les candidats admis à participer à la phase 2 seront invités à déposer une offre technique et financière.

Le présent règlement de consultation concerne uniquement **la phase 1 : sélection des candidatures**.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

La présente procédure avec négociation concerne les travaux de construction d'une résidence autonomie de 70 logements :

« Résidence Autonomie 70 logements à ROQUETTES »

PARCELLE AL 131

Rue d'Aquitaine, Bordegrosse

31120 ROQUETTES

Les prestations attendues sont détaillées dans le descriptif de l'opération (joint en annexe). Des plans provisoires sont joints à titre indicatif afin de permettre aux entreprises de s'approprier le projet. Les plans définitifs seront fournis avec le dossier de consultation aux candidats sélectionnés pour la phase 2.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1. ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D'APPEL D'OFFRES

La présente consultation est passée selon la procédure avec négociation en application de l'article L 2124-3, R 2124-3, et R 2161-12 à R 2161-20 du Code de la Commande Publique.

En effet, au regard de l'article R2124-3 4° du Code de la Commande Publique, « le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent. »

Il est lancé :

- Sans variante

Sont admises à soumissionner :

- ⇒ **les entreprises individuelles avec ou sans sous-traitants**
- ⇒ **les groupements solidaires/conjoints d'entreprises avec ou sans sous-traitants**

Dans le cas où l'attribution du marché serait un groupement de co-traitants, ce groupement sera un groupement solidaire pour l'exécution du marché.

En application de l'article R2142-21 du Code de la Commande publique il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

La sous-traitance de la totalité du marché ou représentant plus de 50% du montant du marché pourra être refusée si l'entreprise n'en a pas préalablement informé le maître d'ouvrage avant la signature du marché. Le maître d'ouvrage reste libre d'agréer ou non le sous-traitant.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS :

Les travaux définis ci-dessus font l'objet de 16 lots :

LOT 02A – FONDATIONS-GROS-ŒUVRE-FACADES
LOT 04A – ETANCHEITE ZINGUERIE
LOT 05A – PLATRERIE & CLOISONS DOUBLAGES & ISOTHERME
LOT 05B – FAUX PLAFONDS ISOLATION
LOT 06B – MENUISERIE EXTERIEURES PVC
LOT 06D – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
LOT 06E – MENUISERIE INTERIEURE
LOT 07B – ELECTRICITE GENERALE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES
LOT 09C- CVC – PLOMBERIE SANITAIRE – ECS – GEOTHERMIE
LOT 10A – PEINTURE NETTOYAGE
LOT 11A – REVETEMENTS SOLS DURS FAÏENCES
LOT 11B – REVETEMENTS SOLS SOUPLES
LOT 12A – SERRURERIE FERRONNERIE
LOT 13A - ASCENSEURS
LOT 14A – VRD
LOT 15A – ESPACES VERTS CLÔTURES PORTAIL

Chaque entrepreneur, ou groupements d'entrepreneurs, peut présenter autant d'offres que de lots pour lesquels il possède les qualifications techniques nécessaires.

L'offre de chaque entreprise consultée devra porter sur l'ensemble des travaux formant au moins un lot.

Toute offre incomplète sera éliminée.

Les travaux définis ci-dessus font l'objet :

- d'une tranche ferme

2.3. VARIANTES

2.3.1. Variantes

Le Règlement de consultation – Phase offre déterminera si les variantes sont autorisées au titre de la présente consultation.

Les éléments du cahier des charges que devront respecter les variantes seront indiqués dans le règlement de la consultation établi pour la phase offres

2.4. DELAI D'EXECUTION

Le contrat est établi pour une durée prévisionnelle de : **SEIZE (16) mois** à compter de l'Ordre de Service, y compris y compris le mois de préparation, y compris congés et hors intempéries.

Les différents délais d'exécution sont précisés dans le dossier de consultation des entreprises - DCE transmis en phase 2 de la consultation : sélection des offres.

2.5. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date de signature de l'acte d'engagement par le candidat.

2.7. MODE DE REGLEMENT DU CONTRAT

Dès lors que le(s) candidat(s) aura(ont) été retenu(s), le(s) contrat(s) leur(s) sera(ont) notifié(s) et réglé(s) dans les conditions précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) tel qu'il figure au Dossier de consultation.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

3.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURE

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC) – Phase 1 : Sélection des candidatures
- Note de présentation du projet (Notice PC)
- Le Dossier Permis de construire
- Des plans provisoires

Il est à noter que les plans remis ne le sont qu'à titre indicatif, les plans définitifs seront joints au dossier de consultation.

3.2. MISE A DISPOSITION GRATUITE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Le dossier est téléchargeable gratuitement après inscription sur le profil acheteur à l'adresse suivante :

<http://www.agysoft.marches-publics.info>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou

en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 04.80.04.12.67 Ou par mail à support-entreprises@aws-france.com.

3.3. COMPOSITION DU DOSSIER CANDIDATURE A REMETTRE PAR LES SOUMISSIONNAIRES

3.3.1. Eléments nécessaires à l'analyse et à la sélection des candidatures :

Les documents relatifs à la candidature doivent être rédigés en français. A défaut, les documents rédigés dans une autre langue devront obligatoirement être accompagnés d'une traduction en français effectuée par un traducteur assermenté.

- **DC1 ou Lettre de candidature** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.
- **Pouvoirs** de la personne habilitée pour engager la Société
- **DC2** ou Chiffre d'affaires global réalisé sur les 3 derniers exercices (*le montant devra correspondre au minimum au double du montant estimé du marché*)
- **Attestation sur l'honneur** indiquant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 1221-13 et L 1221-15, L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 du Code du travail (tenue du registre unique du personnel, remise de l'attestation d'embauche, remise du bulletin de paie aux salariés, tenue d'un livre de paie).
- **Attestations de régularité sociales et fiscales – URSSAF, Trésor Public, Caisse des congés payés** (obtenues directement en ligne auprès de l'Urssaf et des impôts ou via un formulaire pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu).
- Extrait **KBis ou Registre des Métiers** ou équivalent (moins de 3 mois)
- La **copie du ou des jugements** prononcés si l'entreprise est en redressement judiciaire et l'autorisation de poursuite d'activités
- Attestations d'**assurance responsabilité civile et décennale** en cours de validité, avec mention de l'activité assurée.
- Certificats de **qualifications professionnelles** ou certifications professionnelles telles que:
 - ETHIBAT (Fédération Française du Bâtiment)
 - QUALIBAT
 - Habilitations des intervenants en Electricité (NFC 18-510 de 01/2012)
- Les **références récentes des prestations comparables (nature et importance)** que celles demandées au présent dossier avec l'identité du maître d'ouvrage, le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations.
- Des **attestations de bonne exécution des travaux rédigées par les bailleurs/syndics** pour des missions similaires, précisant que les travaux ont été effectuées selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- **L'Annexe 1 signée** (déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas partie des exclusions figurant aux Articles L 2141-1 à L2141-5 du Code de la Commande Publique) et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **L'Annexe 2 signée** – Attestation sur l'honneur – Démarche RSE (modèle joint dans le DCE).
- **L'Annexe 5** - Effectifs

En application de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1, DC2...disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature.

L'absence de l'un des documents précités pourra entraîner l'exclusion de la candidature présentée.

3.3.2. Conformité et agrément des candidatures

L'agrément des candidats sera effectué sur la base des éléments suivants :

- Conformité des pièces administratives demandées,
- Garanties professionnelles, techniques et financières appréciées en fonction de l'examen des données financières, des qualifications et des références d'opérations similaires.

Le Maître d'Ouvrage, conformément à l'Article L 2141-7 du Code de la Commande Publique, peut exclure le dossier d'un candidat qui, au cours des 3 années précédentes :

- A dû verser des dommages et intérêts
- A été sanctionné par une résiliation
- A fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat antérieur

Pour tout candidat qui serait concerné par les exclusions visées ci-dessus, ce dernier conserve la possibilité de compléter son dossier de candidature par une note et toute pièce qu'il jugera utile. Cette note détaillera les mesures et actions correctrices mises en place pour pallier les dysfonctionnements précédemment rencontrés et assurer l'Acheteur de son professionnalisme et de sa fiabilité.

Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du Code du Travail) – Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du Travail.

E ATTESTATIONS – PLATEFORME DE DEPOT DES DOCUMENTS LEGAUX

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront obligatoire déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par **PATRIMOINE SA Languedocienne**, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>. Vos documents légaux sont sécurisés, vérifiés, et archivés sur cette plateforme accessible pour l'ensemble de vos clients en quelques clics. Nous vous encourageons à y souscrire dès maintenant.

3.3.4. Sélection de candidatures agréées

Pour participer à la phase offre il sera retenu au minimum trois candidats sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures agréées.

La sélection des candidatures se fera en fonction des critères de sélection pondérés exposés ci-dessous (appréciés en fonction de l'examen des données présentées dans le dossier de consultation).

Critère 1 – Expérience et qualité des références du candidat : 50%

Critère 2 - Capacité technique, financière et moyens du candidat : 50%

Au terme de l'analyse des candidatures, il sera opéré un classement au regard des critères de sélection susvisés.

3.4 - REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES - CONDITIONS D'ENVOI

3.4.1. Transmission électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidats ont l'obligation de transmettre leur candidature par voie électronique à l'adresse suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

AVANT LE MARDI 11 JUIN 2024 A 12H00 AU PLUS TARD

**ATTENTION : NE RISQUEZ PAS LE REJET DE VOTRE PLI, ANTICIPEZ SON DEPOT SUR LA
PLATEFORME 48H AVANT LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS.**

En revanche, la transmission des documents sur support papier ou support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée. La candidature ne sera pas analysée et le pli sera renvoyé à son émetteur.

L'ensemble des dispositions nécessaires à la remise des plis sont indiquées sur la plateforme AWS, lors du dépôt. Le choix du mode de transmission est global et irréversible ; Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir 1 dossier comportant les pièces de la candidature Article 3.2.1 définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf. / .xls

Aucun format n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Le candidat est invité à créer son « Espace entreprise » sur la plateforme AWS-entreprise (<http://aagysoft.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme Le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres...) Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt « Attestation » permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES ; toutefois, la signature électronique des documents n'est pas obligatoire dans cette consultation. Dans ce cas, l'acte d'engagement de l'entreprise attributaire sera re-matérialisé et signé par les parties.

Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Elle doit être envoyée sous enveloppe où figure le nom de l'opération et la mention « Copie de sauvegarde », à l'adresse suivante :

PATRIMOINE S.A. LANGUEDOCIENNE

Service Juridique

5, place de la Pergola **CS 77711**

31077 TOULOUSE CEDEX

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique,
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, sous réserve que la transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis. La copie de sauvegarde pourra être déposée à l'adresse suivante :

Les candidats sont informés que si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert il sera détruit par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 – INFORMATION SUR LA PHASE 2 : SELECTION DES OFFRES

Seuls les candidats sélectionnés pour poursuivre la consultation pourront présenter une offre technique et financière en phase 2.

Le contenu de cette offre et le délai de remise seront précisés dans le règlement de consultation phase 2 : Sélection des offres.

L'attribution du contrat sera effectué, parmi les candidats retenus, aux soumissionnaires présentant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés précisés dans le règlement de consultation – Phase 2 – Sélection des offres.

Calendrier prévisionnel :

Date limite de réception des candidatures : 11/06/2024

Transmission DCE – Phase Offre auprès des candidats admis à remettre une offre : Fin juin

Date limite réception des plis : 16/09/2024

Audition ou Négociation : Octobre 2024

- Négociation des offres avant décision du MO de clôturer les négociations
- Demande des offres finales

Réception des offres finales : Fin octobre

- Les offres finales seront analysées sur la base des critères de jugement des offres

Attribution du contrat : Novembre 2024

OS Travaux. : décembre 2024

Conformément aux articles R.2161-17 à R.2161-20 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur pourra également attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation pour se dérouler en phases successives.

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires administratifs et techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront en faire la demande par écrit : Plateforme AWS uniquement.

ARTICLE 6 – VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BORDEAUX (Tel : 05.47.33.90.00)

ARTICLE 7 – DONNEES PERSONNELLES

Les données à caractère personnel collectées ont pour finalité la passation d'une procédure de consultation visant la signature d'un marché, soumise au Code de la Commande Publique. Les éléments seront conservés pendant une durée de 5 ans à compter de la notification du marché pour les données concernant les opérateurs économiques non retenus, et 10 ans à compter de la date de notification du marché pour les opérateurs économiques retenus, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Les destinataires de ces informations sont PATRIMOINE SA Languedocienne ou ses filiales, et les organismes ayant un pouvoir de contrôle sur ses marchés.

Droit d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité, d'opposition auprès de dpo@anaxil.fr.